

FICHE de SYNTHÈSE

CHAPITRE. COMMENT EST STRUCTURÉE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ACTUELLE ?

Dans une société fondée en principe sur l'égalité de droit pour tous, comment classer les individus ? Quels sont les critères pertinents à prendre en compte ? Les réponses à ces questions ne peuvent être simples et définitives. En effet la réalité de la société française, est complexe et changeante ; et l'analyse de la stratification sociales - en particulier en termes de classes sociales - fait toujours l'objet de vifs débats.

Nous allons étudier dans une 1^{ère} partie, les différents facteurs permettant de rendre compte des inégalités économiques et sociales, afin d'analyser la façon dont nos sociétés sont structurées et hiérarchisées, sur la base de multiples facteurs économiques et sociaux. Notre 2^{ème} partie s'intéressera à l'évolution de la structure socioprofessionnelle à savoir l'essor de la salarisation, de la tertiarisation, du niveau de qualification et de la féminisation des emplois.

Dans notre 3^{ème} partie seront étudiés les modèles fondateurs de Marx et Weber en termes d'analyse de la structure sociale.

Enfin, sachant que la définition du concept de classe sociale n'a cessé de faire l'objet de controverses, depuis les années 1950, c'est surtout la pertinence de l'approche en termes de classes sociales pour rendre compte de la société française contemporaine qui fait l'objet de vifs débats.

Aussi, notre 4^{ème} partie étudiera les prolongements contemporains des modèles de Marx et Weber pour montrer, d'une part, que les frontières de classe peuvent s'estomper pour certains sociologues défendant le concept de moyennisation de la société ; alors que pour d'autres, le maintien des inégalités au sortir des Trente Glorieuses et l'augmentation des inégalités depuis les années 1990 conduisent à penser qu'analyser la société française actuelle en termes de classes sociales, est toujours pertinent.

Sous l'**Ancien Régime en France**, la société était structurée en trois **ordres** (Noblesse, Clergé, Tiers-Etats), groupes hiérarchisés par le régime politique, lié à la Monarchie Absolue de droit divin qui ne donnait pas de droits politiques au Tiers-Etat (commerçants, artisans et paysans). Chaque ordre a un rôle bien précis dans la société : placés en haut de la société : la noblesse qui combat et le clergé qui prie alors qu'en bas de la société, le tiers-état travaille.

Les rapports entre les 3 ordres se font de dominés à dominants. Ils sont **asymétriques** puisque la noblesse et le clergé commandent et que le Tiers-Etat obéit. Il y a donc une **hiérarchie sociale** liée à cette société pyramidale (du haut vers le bas).

Cette société d'ordres s'établit sur un seul critère : **le droit** à prétendre à certains privilèges selon l'hérité sociale et sur la fonction occupée dans la société.

De nos jours, **en Inde**, dans le système des **castes**, les Pariahs et les Intouchables sont victimes d'inégalités. Ils n'ont pas accès à un ensemble de professions car ils sont en bas de la hiérarchie. Ce sont donc des dominés.

Or, si la hiérarchisation est commune à toutes les sociétés, elles ne reposent pas toutes sur une hiérarchie de droit (castes ou ordres).

En effet, suite à la Révolution Française de 1789 qui a aboli l'Ancien Régime par la fin des privilèges, notre société démocratique connaît une égalité des droits. Pourtant des inégalités économiques et sociales persistent et impliquent une hiérarchisation sociale, cad un classement des individus les uns par rapport aux autres en fonction de leur possession ou non des ressources socialement valorisées. La stratification renvoie donc à la représentation de la société en strates hiérarchiquement superposées. La stratification sociale est donc basée sur l'analyse des inégalités.

La **division en classes sociales est un mode de stratification parmi d'autres** ; puisque d'autres logiques d'organisation de la société existent comme le système de castes et la division de la société en ordres reposant notamment sur la naissance.

Ainsi, l'espace social est stratifié selon multiples facteurs économiques et sociaux qui permettent de rendre compte des inégalités économiques et sociales dans nos sociétés actuelles et donc de structurer et de hiérarchiser les groupes de celui qui possède le plus à celui qui possède le moins. Quels sont ces facteurs ?

Différents critères permettent de rendre compte de la stratification sociale car ils structurent la société en strates différenciées. Celles-ci ne sont pas nécessairement en conflit mais où des rapports de domination peuvent exister.

Nous allons ici analyser 8 facteurs économiques et sociaux : la situation professionnelle (analysée grâce à l'outil PCS), le revenu, le patrimoine, la composition du ménage, le diplôme, la position dans le cycle de vie en fonction de l'âge, le sexe, le lieu de résidence.

La **situation professionnelle** de l'individu qui renvoie à la **nomenclature des PCS**, construite statistiquement par l'INSEE à partir de critères liés à la profession et qui rend compte de la structure socioprofessionnelle (= répartition de la population en groupes sur la base de critères liés à la profession : profession individuelle (le métier exercé par l'individu), statut de l'actif (salarié ou non salarié cad indépendant), qualification et le niveau de formation de l'emploi occupé, position hiérarchique, secteur public / privé, secteur d'activité (primaire, secondaire, tertiaire), taille de l'entreprise.

Cet outil de classification socioprofessionnelle rend compte d'inégalités économiques et sociales en mettant en évidence des différences sociales significatives entre catégories en termes de revenus, de patrimoine, de conditions de vie, de pratiques sociales, etc. Les PCS sont bien un outil d'étude de la Stratification sociale cad de la manière dont la société est structurée et hiérarchisée.

Le **revenu et le patrimoine** influencent fortement le niveau et le mode de vie des individus et leur classement dans la société.

Par exemple, les CPIS sont la catégorie socioprofessionnelle dont le niveau de vie est en moyenne le plus élevé, et les ouvriers, la PCS dont le niveau de vie est en moyenne le moins élevé.

Ceci peut aussi s'expliquer par des différences de structures familiales (**composition du ménage**) : le nombre moyen d'enfants dans les familles ouvrières est plus élevé que dans les familles où les parents sont cadres.

De plus, les inégalités de revenu et de patrimoine se cumulent et poursuivent leur œuvre de stratification sociale.

Le **diplôme** qui explique les inégalités d'accès à l'emploi et des inégalités de revenus donc il permet de hiérarchiser les plus riches et les plus pauvres et les différences vécues sur le marché du travail par les individus inégalement dotés en diplôme. *Selon l'INSEE, en France, en 2014, 68 % des cadres ont un diplôme supérieur à bac + 2 contre 15 % des ouvriers, soit 4 fois plus que les ouvriers. Le diplôme est donc un outil de hiérarchisation sociale entre les individus.*

La **composition de ménage** est un facteur de stratification sociale qui rend compte des inégalités économiques (revenus/patrimoine) qui sont-elles mêmes à l'origine des inégalités sociales.

Par ex. le nombre moyen d'enfants dans les familles ouvrières est plus élevé que dans les familles où les parents sont cadres.

La **position de l'individu dans le cycle de vie en fonction de l'âge**, implique des inégalités et permet de structurer la société. Certaines positions dans le cycle de la vie sont plus valorisées que d'autres.

En effet, chaque étape du cycle de vie est associée à des caractéristiques matérielles et des comportements distincts (retraite associée à la vieillesse ou mariage à l'âge adulte, par exemple).

D'ailleurs, Modigliani dans sa théorie du cycle de vie, montre que les individus font évoluer leur patrimoine tout au long de leur vie.

Jeunesse : revenus < consommation → endettement des jeunes (patrimoine négatif).

Avancée dans la vie active : hausse des revenus permettant d'épargner et de constituer un patrimoine.

Retraite : perception d'une pension de retraite au montant inférieur aux revenus de la vie active → utilisation du patrimoine pour maintenir la consommation.

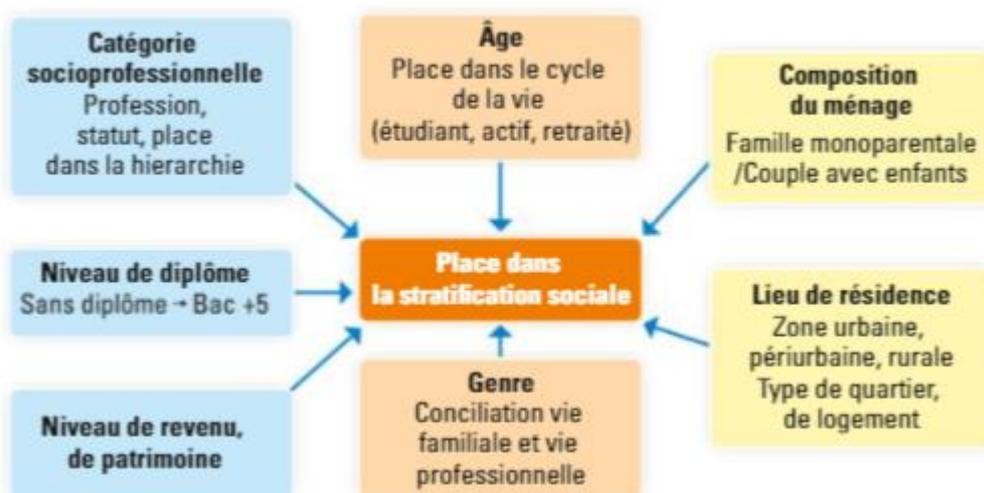
Le cycle de vie est ainsi vu comme un moyen de hiérarchiser la société.

Le **sexe** conduit à catégoriser la population en 2 groupes (femmes et hommes) qui vont occuper des positions sociales inégales et inégalement valorisées dans la sphère domestique, familiale, politique et professionnelle où réside une forte « **ségrégation sexuelle des métiers** » au détriment des femmes qui se heurtent au « **plafond de verre** ». Le fait d'être une femme est un critère la poussant au bas de la hiérarchie ainsi créée.

Le **lieu de résidence** (quartier défavorisé/quartier résidentiel, urbain/rural) traduit la position sociale d'un individu ou d'un groupe. Il entraîne un « **marquage territorial** » cad la stigmatisation d'un territoire (ex. quartiers défavorisés du 93 et privilégiés de Neuilly). Les conflits de classes se jouent sur le territoire. Par ex. une grande partie des habitants de certains quartiers « défavorisés » cumulent les handicaps (population peu diplômée/faible accès à l'emploi/faibles revenus/logements précaires...). De plus, selon le lieu de résidence, l'accès au transport, à la culture, aux écoles est inégal. Cette inégalité peut engendrer d'autres formes d'inégalités.

Les stratégies de séparation et de mise à l'écart d'individus ou de groupes sociaux spécifiques de la part des ménages, des entreprises et des élus locaux, conduisent à une **ségrégation spatiale** qui contribue au développement d'inégalités spatiales à l'intérieur des villes. C'est pourquoi le lieu de résidence est bien un facteur de stratification sociale.

Ainsi, **chacun de ces critères induit une différence entre les individus qui se traduit par une distribution inégale des ressources.**

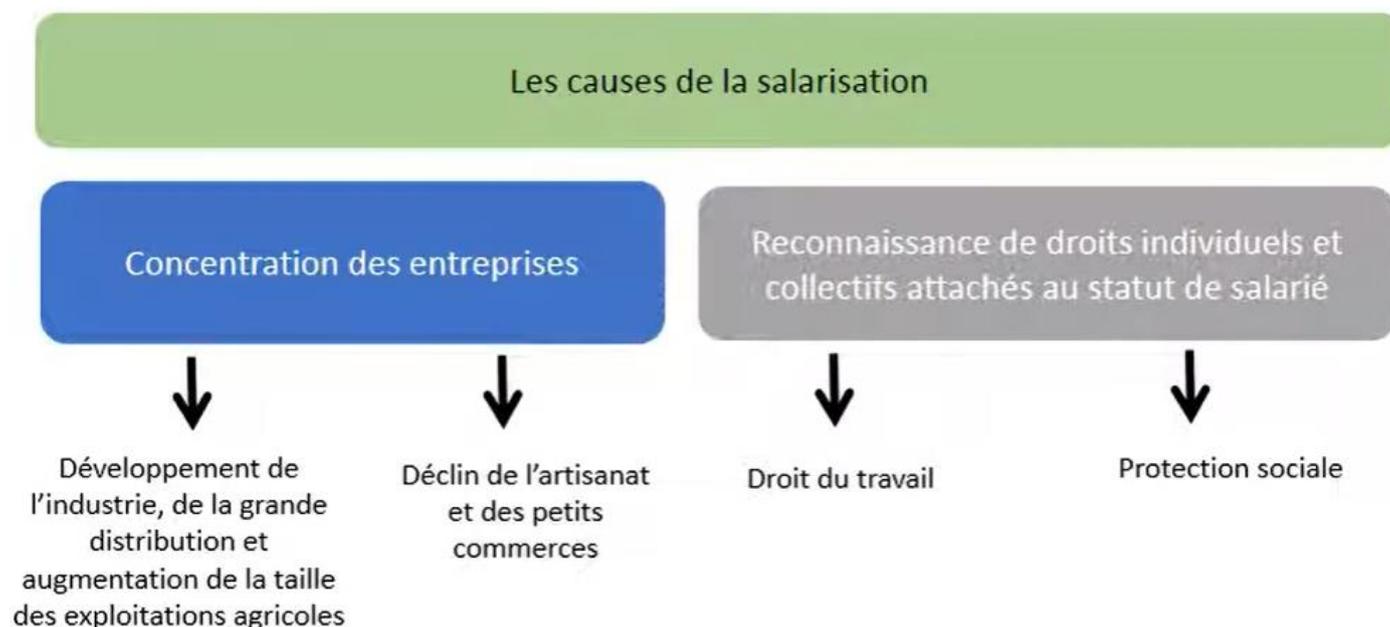


Ces différents facteurs (et leurs éventuelles combinaisons) permettent de mieux identifier les personnes qui cumulent les handicaps et celles qui cumulent les avantages en rendant compte des inégalités économiques et sociales que ces personnes subissent. Aussi, la pluralité de ces critères économiques et sociaux de stratification sociale, rend complexe l'établissement d'une hiérarchie unique.

En outre, la structure professionnelle s'est transformée depuis 1950 sous l'effet de plusieurs grandes évolutions : la salarisation, la tertiarisation, l'élévation du niveau des qualifications et la féminisation des emplois :



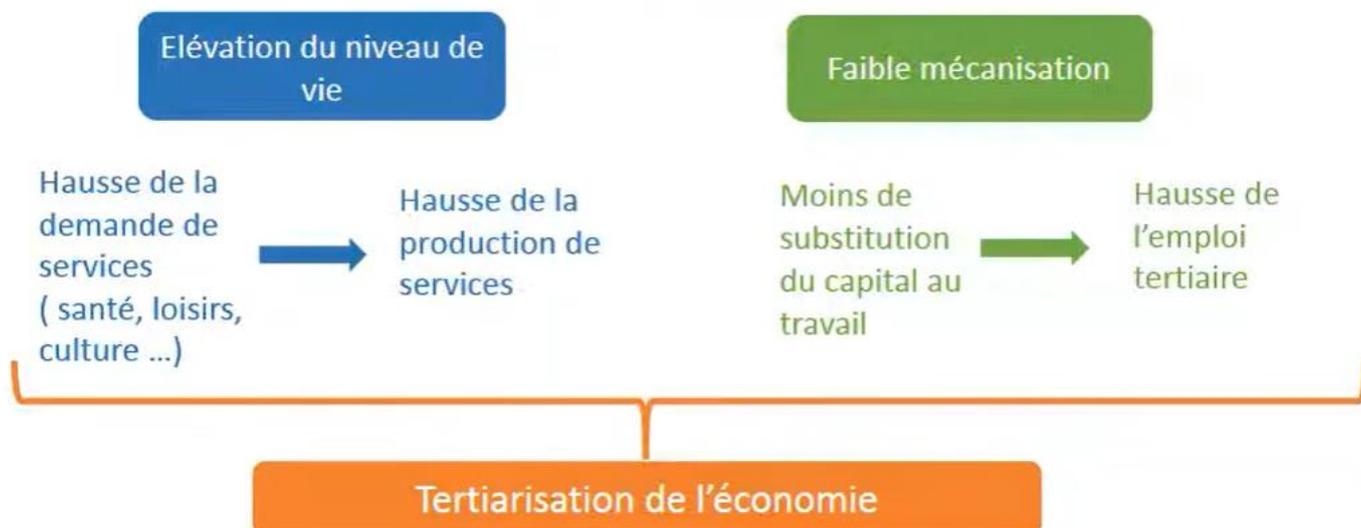
En effet, entre 1970 et 2020, la part de l'emploi salarié dans l'emploi total a augmenté, passant de 80% à 90%, avec **hausse du salariat** et baisse des indépendants.



On compte parmi les transformations de la structure professionnelle, la **tertiarisation**. En 1954, le secteur tertiaire représentait 38 % de l'ensemble de l'activité, il représentait plus de 50 % de celle-ci en 1975 et près de 85 % en 2018.

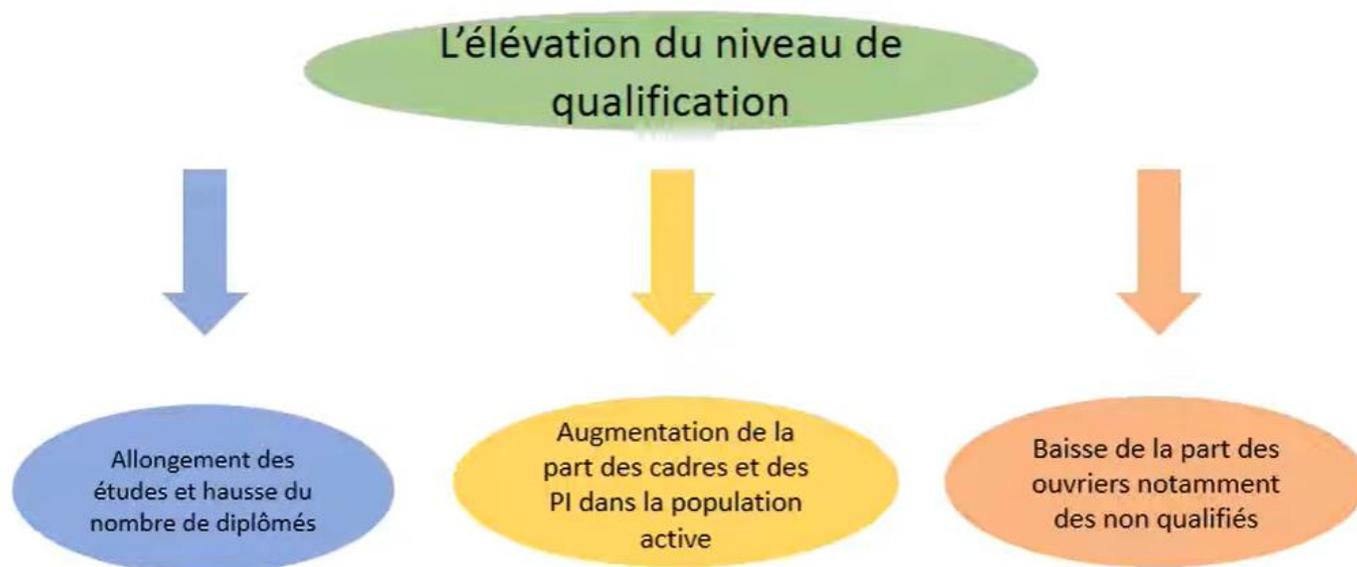
- ➔ Déclin des secteurs primaire et secondaire : baisse des AE, ACCE, Ouvriers
- ➔ Essor du secteur tertiaire : hausse des CPIS et Employés (domaines de la santé, de l'action sociale, culturelle et sportive et services particuliers).

Les facteurs explicatifs



Autre facteur explicatif de la tertiarisation : sous-traitance de la production de la France dans des pays du sud (délocalisation donc fermeture d'usines = désindustrialisation).

D'autre part, dès les 1960, on assiste en France à une **élévation du niveau de qualification** liée à la structure de notre économie qui est favorable aux personnels qualifiés car la France est spécialisée dans des productions à « fort contenu cognitif ». Cette forte demande de travailleurs qualifiés est due au progrès technique. D'où les mesures prises par les gouvernements pour l'allongement des études et la démocratisation de l'école.

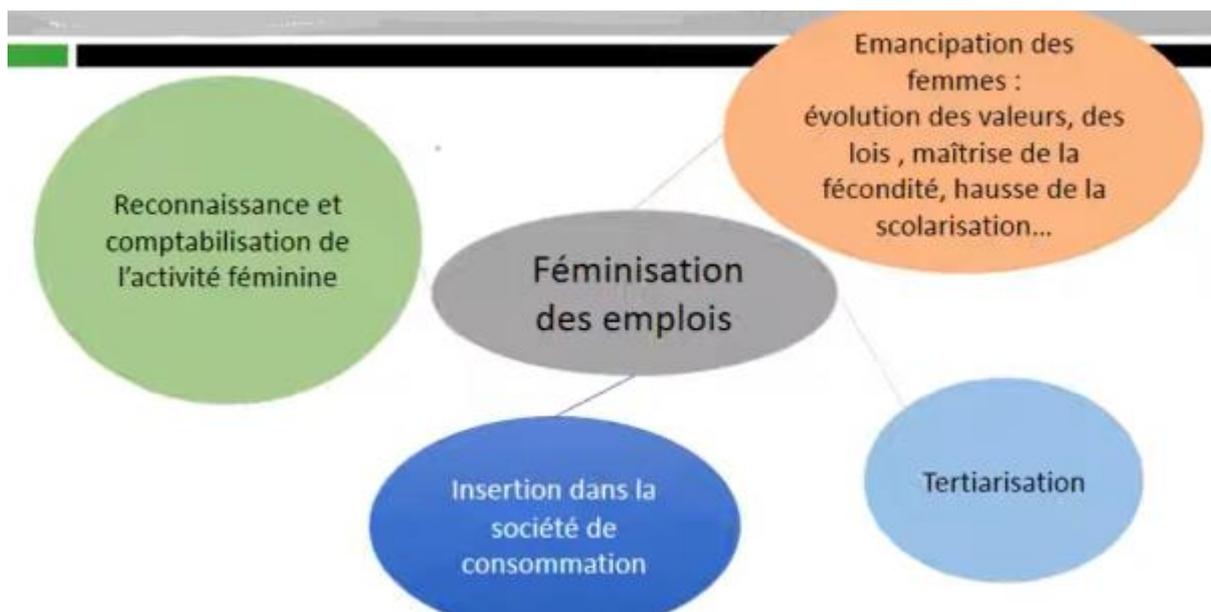


Enfin, la société française reconnaît l'activité professionnelle des femmes dont le rapport au travail des femmes évolue. On assiste au phénomène de **féménisation des emplois**.

Entre 1975 et 2017 : baisse du taux d'activité des hommes de 97% à 93% (car allongement de la durée des études et de baisse de l'âge de la retraite jusqu'au 1990's).

A l'inverse : hausse de la part des femmes actives dans l'ensemble des femmes en âge de travailler de 59 à 83%.

Les causes de la féménisation des emplois :



On doit à **Karl Marx** une **analyse réaliste** de **2 classes sociales « en soi »** qui existent réellement et **s'opposent** : les **Capitalistes** / les **Prolétaires**.

Cette **analyse unidimensionnelle** de la classe sociale est fondée sur le seul **critère économique** de la **place occupée dans le processus de production**.

Les **prolétaires** ne détiennent que leur **force de travail**.

Les **capitalistes** sont les seuls à **être propriétaires des moyens de production** (le capital).

Pour subsister, les **prolétaires vendent leur force de travail** aux **capitalistes** qui les **exploitent** car le travailleur crée une **plus-value** que s'approprient les capitalistes → processus de **Domination**.

Ces **rapports de classe inégaux** deviennent **conflictuels** dès lors que chacune prend **conscience d'appartenir à sa classe sociale** avec des **intérêts communs à défendre**.

En **défendant leurs intérêts antagoniques** contre l'autre classe sociale, chacune participe à la **lutte des classes** et achèvent ainsi leur constitution en se transformant de **classe en soi en classe pour soi**.

En revanche, Max Weber qui s'appuie en partie sur celle de Marx, s'en détache aussi sur de nombreux points notamment le fait qu'il ait une **approche nominaliste et pluridimensionnelle de la structure sociale**.

En effet, pour Weber, **3 ordres (critères) différents**, déterminent les **positions sociales des individus et influencent la stratification sociale** :

- L'**ordre économique** permettant de distinguer des **classes sociales**. La **hiérarchie provient de l'inégal accès aux B&S par les différents groupes sociaux**.

- L'**ordre social** permettant de distinguer des **groupes de statut**. La **hiérarchie provient de la répartition inégale du prestige dans une communauté**.

- L'**ordre politique** permettant de distinguer des **partis**. La **hiérarchie provient de la répartition inégale du pouvoir politique entre les différents groupes sociaux**.

La **stratification sociale** selon Weber s'explique par une **distribution inégale du pouvoir économique, social et politique dans la société**.

Donc la position d'un individu dans la société ne dépend pas que de sa position économique mais aussi du prestige associé à son statut et de l'importance du pouvoir politique qu'il peut détenir.

3 points communs entre les analyses de la stratification sociale de Marx et Weber.

- Classement hiérarchisé de la société => analyse d'une stratification sociale
- emploi du terme de classe sociale
- terme de classe sociale défini selon le critère économique

5 différences analyses entre les analyses de la stratification sociale de Marx et Weber.

(Question tombée au bac en EC1)

DIFFERENCES ENTRE ANALYSES MARXISTE ET WEBERIEENNE	
<p>MARX</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse unidimensionnelle avec 1 seul critère économique avec la place dans les rapports de production pour définir la classe sociale - Conception réaliste : les classes sociales sont des groupes sociaux qui existent objectivement, réellement, indépendamment du regard du sociologue, cad elles existent avant même que le sociologue ne les observe. La classe sociale est une classe en soi. - Forte conscience de classe avec classe pour soi - Bipolarisation avec opposition entre 2 classes et la - Domination de l'une sur l'autre (capitalistes dominant les prolétaires) - Existence d'une lutte des classes 	<p>WEBER</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse pluridimensionnelle avec 3 critères : économique/social/politique (donc pas seulement liés à la place dans le processus de production. La classe sociale n'est qu'une composante de la stratification sociale. Approche de M. Weber est plus large que celle de Marx - Conception nominaliste : les classes n'existent donc pas objectivement mais sont construites par le sociologue pour comprendre l'organisation de la société ; - les individus n'ont pas forcément de conscience de classe. - Pas de polarisation car grand nombre de strates et gradation régulière des positions (métaphore de l'échelle, de bas en haut). - Pas forcément de lutte des classes

L'approche wébérienne permet donc une représentation de la structure sociale plus fine et plus complexe que l'approche réaliste par la bipolarisation de Marx. Mais le prix de cette finesse est une complexité accrue.

Or, sur la base du prolongement des analyses marxiste et wébérienne, la pertinence d'une approche en termes de classes sociales pour rendre compte de la société française fait l'objet de **débats théoriques et statistiques**.

L'analyse de la société sous l'angle des classes sociales est indissociable de celle des inégalités et de leurs évolutions.

En effet, la période des 30 Glorieuses au milieu des années 1980, marquée par des évolutions économiques et sociales notoires de la société française, a remis sur le devant de la scène, la question de la disparition progressive des classes sociales et d'un fort processus de moyennisation de la société.

C'est **Henri Mendras** dans « La seconde révolution française, 1965-1984 » qui développe l'idée selon laquelle la France de cette époque ne peut plus être comprise selon un schéma marxiste d'opposition de classes car elle se moyennise.

Dès l'avènement des 30 Glorieuses, ont été constatés :

- **une croissance économique forte** → **production et une consommation de masse** → hausse de l'accès pour les catégories moins favorisées, aux B&S autrefois réservés aux classes dominantes.
- Hausse de l'**emploi** et baisse du chômage
- **Hausse des revenus et du pouvoir d'achat** → **élévation du niveau de vie** des classes populaires avec une **réduction des inégalités salariales**.
- **Amélioration des conditions de logement**
- **Homogénéisation des modes de vie**
- **Massification scolaire et allongement de la durée de scolarité**
- **Réduction des inégalités économiques et sociales**
- **Déclin de la société paysanne**
- **Hausse du secteur tertiaire et baisse du secondaire** → hausse des professions intermédiaires.
- **Développement des médias de masse** → partage d'une **culture commune**.
- **Affaiblissement de la conscience de classes** et moindre conflictualité de classes avec **société plus démocratique** et meilleure représentation de ses composantes.

Pour Mendras → **Forte moyennisation de la société française** avec **plusieurs classes moyennes hétérogènes** avec **aucune identification ni à la bourgeoisie ni aux classes populaires** donc **aucune conscience de classe ni de sentiment d'appartenance spécifique**.

→ **une majorité d'individus appartiendrait à la constellation centrale**

→ **effacement/effritement/émiettement/affaiblissement/brouillage des frontières de classes** (*baisse bipolarisation marxiste*)

→ **diminution des distances interclasses**

→ **remise en cause de la pertinence des analyses de la société française en termes de classes sociales.**

Mais les rapports de domination se limitent-ils à des rapports de classe ?

Se limiter aux classes sociales pour analyser la façon dont la société actuelle est structurée et hiérarchisée, c'est oublier **certains critères de différenciation sociale discriminants comme le genre des individus qui dépassent la seule logique de classe**.

En effet, aux inégalités économiques et sociales qui séparent les classes sociales, s'ajoutent **d'autres inégalités à l'intérieur de chacune de ces classes sociales en fonction de ces facteurs de différenciation**.

Aussi, des sociologues ont mis l'accent sur l'insuffisance des seuls rapports sociaux pour analyser la stratification sociale actuelle et sur la nécessité d'insister sur leur articulation* avec les rapports sociaux de genre. Ceux-ci complètent les rapports de classe mais ne les annulent ni ne les remplacent ; car ils sont inextricablement entremêlés ; ils interagissent et structurent, ensemble, le champ social. Il ne doivent pas se penser en parallèle.

- Inégalités entre hommes et femmes qui traversent les classes sociales obligent à **articuler les rapports sociaux de genre aux rapports de classes**

Quelle que soit leur classe, les **femmes** connaissent souvent des **inégalités et discriminations liées à leur sexe et l'association de genre qui y est faite**.

Les rapports de classe s'articulent avec les rapports sociaux de genre → parallèle entre **lutte des classes et lutte des sexes** où **Hommes et Femmes aux positions inégalitaires** sont « **2 groupes sociaux aux intérêts antagoniques qui s'affrontent** ».

Les femmes subissent notamment **l'inégale répartition des tâches domestiques et des inégalités dans la sphère économique**.

Cette opposition hommes-femmes est liée au fait que la société attribue une valeur différente, hiérarchisée, au masculin et au féminin en connotant certaines tâches au masculin ou au féminin.

Genre masculin = force, pouvoir, sphère publique, l'homme politique, statut « supérieur » (en haut de la hiérarchie) / Genre féminin = douceur, faiblesse, sphère domestique, cuisine, les soins aux autres, le ménage, statut « inférieurs (en bas de l'échelle).

A la **division sexuelle des tâches domestiques se juxtapose la division sexuée du travail** (ségrégation sexuée des métiers avec plafond de verre).

Illustrations : les femmes assurent 80% du travail domestique. 6% de femmes cadres contre 10% d'hommes et 15% de femmes occupent des postes de direction contre 85% d'hommes !

→ **Lutte des femmes** pour faire évoluer ce système par des mobilisations tandis que celui des hommes à intérêt à le maintenir.

La ségrégation sexuée se reflète sur la hiérarchie sociale.

Remarque : les inégalités de genre s'ajoutent aux inégalités de classes mais ne les annulent pas : la distance sociale d'une femme cadre avec une femme employée est en effet plus grande qu'avec un homme cadre.

Les inégalités liées à ces multiples facteurs de différenciation sociale traversent chaque classe sociale et **accroissent ainsi les distances intra classe dans toutes les sphères de la vie sociale.**

En fonction des critères de différenciation utilisés, un même individu peut être placé à différents endroits de la stratification sociale.

C'est pourquoi certains sociologues préfèrent parler aujourd'hui d'**espace social hiérarchisé** plutôt que de classes sociales pour prendre en compte ces multiples critères de hiérarchisation.

→ **Remise en cause de la pertinence de l'analyse des classes sociales au sein de la société française actuelle**

Aussi, devant la multiplication des facteurs de différenciation qui entraînent des inégalités variées et une hausse des distances intra classe remettant en cause la pertinence de l'analyse des classes sociales au sein de la société française actuelle, l'identification des individus à une classe sociale précise est plus complexe.

En effet, Il existe de **multiples facteurs d'individualisation** dont la multiplication des appartenances (ethnique, religieuse, régionale, sexuelle, de genre) la valorisation de l'autonomie, reconnaissance de l'individu comme un être à part entière capable de faire ses propres choix, indépendance par rapport aux groupes sociaux évolution des mœurs, influence des diverses instances de socialisation (médias, réseaux sociaux, NTIC ...), plurisocialisation, évolution des modes de vie ...

Selon certains sociologues, dans la société française actuelle, les **multiples facteurs d'individualisation affaiblissent la conscience de classe**, rendent **difficile l'identification à une classe sociale** et **augmentent les identifications subjectives** → **affaiblissement de l'influence des déterminants de classe** → remise en cause la pertinence de l'analyse de la stratification sociale au seul prisme des classes sociales.

Bernard Lahire théorise ce phénomène d'individualisation dans la société du XXI^e siècle où l'individu s'affranchit de son groupe social d'appartenance grâce au processus de plurisocialisation via diverses instances de socialisation : famille, école, groupe de pairs, travail, influence conjugale, relations amicales qui vont placer l'individu au centre de tous ces cercles sociaux.

L'individu devient donc un « **Homme/Femme pluriel(le)** » qui échappe aux comportements attendus par son groupe d'appartenance. L'individu a une identité sociale unique liées aux différents groupes sociaux qu'il côtoie. L'individu moderne choisit ses pratiques en fonction de logiques affinitaires. Il détermine ainsi personnellement un style de vie propre (tenues vestimentaires, habitudes alimentaires, lieux de vacances, etc.) qui échappe au contrôle de son groupe social d'appartenance.

Lahire complète **la théorie de la socialisation anticipatrice** de **Robert Merton**.

L'individu peut avoir un **groupe de référence différent de son groupe d'appartenance auquel il s'identifie subjectivement** et en **adopte les normes et les valeurs**.

Ainsi, certains sociologues sont d'accord pour constater un brouillage des classes sociales, dans la mesure où il est plus difficile de repérer des groupes bien distincts et homogènes. Mais il est nécessaire de nuancer l'analyse de la moyennisation et de ne pas proclamer la fin des classes sociales. Il existe toujours des rapports collectifs de domination, des inégalités entre groupes sociaux : même si les frontières entre les classes et groupes sociaux sont moins nettes, ils existent toujours.

Après les 30 Glorieuses, avec le **creusement et la persistance des inégalités entre groupes sociaux** dans une société dite « moyennisée » du fait d'une **répartition inégale des capitaux économiques, sociaux et culturels**, **Bourdieu estime pertinente l'analyse de l'espace social en termes de classes sociales**.

Son analyse de Bourdieu prolonge à la fois de Marx et de Weber :

- celle de Marx avec des **rapports de domination (dominants/dominés)** observables dans la place occupée dans l'espace social (la PCS). Bourdieu distingue classes dominantes, moyennes et populaires potentiellement conflictuelles.
- celle de Weber avec une **analyse multidimensionnelle de l'espace social** en classant les individus selon plusieurs critères et pas seulement la position dans le processus de production.

Bourdieu parle de **capital global** (somme des différents types de capital), mais il distingue 3 formes de capitaux qui peuvent s'alimenter mutuellement :

Bourdieu distingue 3 classes :

- * La **classe dominante** avec un volume important de capitaux et qui fait prévaloir sa conception du monde.
- * La **petite bourgeoisie** qui occupe une position moyenne et qui fait preuve d'une « bonne volonté culturelle ».
- * La **classe populaire**, peu dotée en capital économique et dominée sur le plan culturel qui subit des jugements défavorables sur ces pratiques.

Pour Bourdieu, la **question des classes sociales** est une **question politique** qui oppose les partisans d'une existence des classes sociales et de leur lutte au sens marxiste, et ceux qui au contraire mettent l'accent sur la moyennisation de la société et donc sur une conflictualité moins marquée.

Selon lui, **il existe bien des classes en soi** (« **classes théoriques, virtuelles, probables** » déterminées par la possession, ou non, des moyens de production) **mais la classe pour soi fait défaut**. Ces 3 classes virtuelles peuvent potentiellement devenir des classes réelles à la condition que les individus positionnés se rapprochent et d'agir ensemble dans la réalité. Donc, **pour Bourdieu, pour exister, les classes sociales doivent devenir des classes mobilisées**.

De plus, Louis Chauvel, dans son dernier ouvrage de 2019, La spirale du déclassement, décrit le **creusement et la persistance d'inégalités économiques et sociales** entraînant un **appauvrissement des classes moyennes**, bien visible en France **depuis la crise économique et financière mondiale des Subprimes de 2008**.

Chauvel condamne ainsi l'idée d'une moyennisation de la société française voire d'« effacement des classes sociales » et parle d'un « **retour des classes sociales** ». Phénomène d'ailleurs visible aussi depuis les manifestations des **Gilets Jaunes** et gravement entretenu désormais par la **crise économique et financière liée à la crise sanitaire mondiale du Covid-19**.

Le mouvement des **Gilets Jaunes** peut illustrer la situation d'individus qui, face à des conditions de vie objectives différenciées, développent un **sentiment subjectif d'appartenance à une classe sociale lésée**, permettant d'évoquer un **retour des classes en soi voire des classes pour soi**.

En effet, l'accentuation des inégalités désormais perçues par les individus, les a amenés à se rendre compte de leur situation et **incités collectivement à se mobiliser pour lutter contre ces inégalités → émergence d'une conscience de classe et d'une identité collective** => reprise de la « lutte des classes sociales »

Chauvel a ainsi montré que **l'analyse en termes de classe sociale reste aujourd'hui pertinente pour comprendre la structuration de la société française actuelle.**

Enfin, d'autres travaux sociologiques ont étudié la grande bourgeoisie et se demandent si aujourd'hui elle constitue une classe, travaux de **Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon.**

Pour le couple Pinçon-Charlot, la **grande bourgeoisie** est la classe caractérisée par la possession des trois capitaux, économique, social et culturel. Elle constitue une **classe "réelle"** car elle est **à la fois classe en soi et classe pour soi** ; puisqu'en plus d'importants avoirs économiques, la grande bourgeoisie a une forte conscience d'elle-même et entretient un fort « entre-soi » par le lieu d'habitation, l'homogamie, d'importantes solidarités, son réseau de relations, la pratique précise de loisirs culturels et une forte capacité de mobilisation pour conserver et dans l'idéal d'accroître le capital sous toutes ses formes.